

avec le général Franco. Les documents sont trouvés, paraît-il, dans une vague perquisition au consulat du Pérou à Madrid. Cette histoire montée par une succursale du Guépéou, rappelle par sa monstruosité imbécile, l'accusation lancée par Kerensky en juillet 1917 des prétendues liaisons de Lénine avec le grand Etat-major allemand.

En même temps, le gouvernement de plus en plus soumis à la Russie, décide une procédure expéditive pour les procès d'espionnage : la cour martiale à huis clos et la peine de mort. Depuis le 15 juin, la fureur policière s'abat sur le P. O. U. M. et sur quelques anarchistes ; des centaines de militants sont arrêtés, dont Nin et Gorkin, et expédiés à Madrid pour passer en conseil de guerre ; les locaux sont fermés et grillés par les gardes d'assaut, le Secours rouge qui aidait les familles de miliciens dans la misère, est fermé brutalement. On arrête même en otages les femmes des militants qui se cachent. En même temps, de nombreux volontaires allemands, français, anglais sont jetés en prison. Certains ont disparu et on a tout lieu de croire qu'ils ont été exécutés. Pendant ce temps, les prisons se vident de fascistes pressés peut-être de s'enrôler dans les rangs du stalinisme. Les journaux anarchistes protestent bien que faiblement ; les socialistes se taisent par peur ou par gêne. Les militants révolutionnaires sont sous menace de mort. Après les exécutions des anarchistes Berneri, Ascaso, Ferrer (le petit-fils du grand Ferrer) par la police, d'autres vont suivre. Le chemin de croix du prolétariat espagnol, tué dans le dos par ses soi-disant alliés, commence. Seule une forte protestation internationale peut arrêter la main du bourreau.

Où en est la Révolution espagnole ?

Et maintenant essayons de répondre à cette angoissante question. Trois forces se rencontrent dans le camp antifasciste et cherchent à se neutraliser. En premier lieu, la masse ouvrière révolutionnaire qui n'est aujourd'hui comme au premier jour, ni pour le capitalisme anglais, ni pour M. Staline, mais pour sa libération totale du joug capitaliste et féodal. Cette masse est affaiblie par la terrible saignée de la guerre civile, mais elle est encore une puissance formidable ; cependant cette puissance ne pourra se manifester que dans la mesure où un rapprochement s'opérera entre les deux centrales syndicales pour la défense des conquêtes de Juillet et la suppression de la dictature policière anti-ouvrière qui, aujourd'hui, a supplanté le contrôle politique de la classe ouvrière.

En deuxième lieu, la bourgeoisie républicaine, très faible par elle-même, mais qui tire son importance de ses liaisons avec le capitalisme anglo-saxon. Bien qu'elle n'ose le dire ouvertement, c'est dans ses rangs que l'on rencontre le plus d'éléments favorables à une « honnête médiation » sous la houlette franco-anglaise. Elle applaudit à la répression anti-

ouvrière, non sans un mélange d'inquiétude devant l'audace et la puissance des staliniens.

En troisième lieu, la Russie soviétique qui, pour asseoir son influence en Espagne républicaine, doit en premier lieu anéantir toute indépendance et toute volonté révolutionnaire dans le prolétariat. Régner sur un prolétariat assagi pour s'en servir comme levier dans ses rapports avec Hitler et Londres, tel est le but soviétique. Il est éclatant en Espagne, tout le monde le constate mais tout le monde s'incline..., les armes d'abord ! Que Moscou veuille la guerre à outrance ou que le lendemain elle laisse refaire une médiation qu'en apparence elle repoussera avec indignation, cela ne tient pas à l'Espagne, mais à la situation des pièces sur l'échiquier Londres-Berlin-Paris. Quelle que soit son intention politique, une chose reste : *sa volonté de détruire en Espagne le mouvement révolutionnaire.*

Tel est le drame espagnol ! Sa source n'est donc pas en Espagne ; sa solution y est dans la mesure où le pays pourra s'affranchir du ravitaillement russe ; en attendant cette possibilité, elle est surtout dans les rapports impérialistes en Europe, et, en premier lieu, dans les relations anglo-germano-soviétiques. La Révolution eût triomphé rapidement du fascisme si le gouvernement français avait fait son devoir simplement démocratique et pacifiste, s'il n'avait pas asphyxié la République par le blocus des armes. Mais le blocus a produit cette situation effroyable : pour ne pas être anéanti par Franco, le peuple espagnol doit se soumettre aux volontés de la Russie, renoncer à son émancipation et lui sacrifier ses meilleurs enfants.

Par la grâce de la non-intervention et du « contrôle », Bilbao est tombé après une héroïque résistance des Basques qui n'avaient ni grosse artillerie, ni aviation.

Par la grâce de la non-intervention, la Révolution est étouffée, les révolutionnaires assassinés et exécutés.

Voilà le bilan de la « *grrrande politique de paix* » de Léon Blum ! Dans ce jeu, le capitalisme et la réaction *sous toutes ses formes* y gagnent à chaque coup.

Et aux républicains et aux socialistes qui, par inconscience de la réalité, ont soutenu la politique de blocus et qui aujourd'hui prennent des mines attristées devant l'assassinat systématique d'un peuple par la réaction internationale, les révolutionnaires disent : « *Regardez-vous donc dans la glace, messieurs. Le sang que vous avez laissé verser sur la péninsule ibérique, retombera sur vos têtes et inondera l'Europe.* »

MICHEL COLLINET.

AVIS IMPORTANT

Le texte de la motion de la minorité, révisé au lendemain du C. N. et précédé d'un préambule relatif au retrait des ministres socialistes, a été édité par le BULLETIN SOCIALISTE DU XV^e (n° 42). S'adresser à Henri Bret, 42, rue de Dantzig, Paris (XV^e arr.).

Tribune libre

Pour la Paix, contre toutes les paniques

Nul d'entre nous ne sous-estime, certes, la complication actuelle de la situation intérieure et l'urgence de solutions effectives. Mais allons-nous accepter pour cela de taire provisoirement dans nos discussions les difficultés du problème extérieur ? Allons-nous pratiquer la « pause » nous aussi, dans le domaine de l'action pacifiste ? Comme si la pause pouvait se concevoir quand l'adversaire continue d'agir et gagne du terrain.

Le Français tire souvent une fierté — légitime en soi — de son esprit clair, de son sens de l'analyse. Il ne voit pas que l'aptitude à séparer les idées, à nuancer les distinctions, à sérier les questions l'entraîne parfois à des équivoques qui engendrent une inaction ou une duplicité funestes. Séparer sur le papier problème intérieur et problème extérieur, quoi de plus facile ? Mais quoi de plus illusoire ?

Comme s'il suffisait de se taire sur un problème pour le supprimer. Comme si, à l'heure actuelle, la politique extérieure ne commandait pas, sur plus d'un point, la politique intérieure du gouvernement.

DICTATURE DES DIPLOMATES ?

D'une part, le jeu, plus serré que jamais, de la politique internationale assigne des limites à la politique économique et détermine peut-être en un certain sens l'évolution du mouvement social.

Deux grandes « alliées » : la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. La première cache, sous le visage d'une des plus vieilles démocraties européennes, une des plus solides armatures du capitalisme international. Le capitalisme britannique, qui pèse aujourd'hui d'une façon décisive sur toutes les négociations internationales, laisserait-il la France du Front populaire s'engager dans la voie des nationalisations économiques ? Qui serait assez naïf pour l'imaginer ? Demeurer aux côtés de la Grande-Bretagne à toute force et coûte que coûte, c'est évidemment se condamner à faire marcher de front une politique sociale neuve et une politique économique fondée sur d'anciennes formules à peine rajeunies.

L'U.R.S.S., pour des raisons différentes, exerce une action analogue. Elle veut maintenir l'accord franco-soviétique, garantie pour elle-même contre « l'impérialisme » allemand. En France, tous ceux qui continuent de placer au premier plan des menaces les prétentions hitlériennes sont attachés pareillement à cet accord. D'où les préoccupations qui se renforcent de part et d'autre. L'U.R.S.S. ne tient pas à voir la France s'engager immédiatement dans une voie économique révolutionnaire.

« Faire payer les riches », oui. Nationaliser les industries-clés, c'est différent. Ce qui compte, c'est la stabilité du gouvernement actuel, dût cette stabilité se payer de quelques reniements *passagers* dont l'avenir dédommagera d'ailleurs. La même mystique de l'alliance franco-russe paralyse, hélas ! plus d'une personnalité de notre mouvement ouvrier. On subit, l'amertume au cœur, des empiétements qu'on réprouve, sans oser toujours les dénoncer à temps, par peur de « briser ».

Nous ne saurions, je pense, nous accommoder de cette double tutelle, de cette pesée constante du Quai d'Orsay sur la politique intérieure du gouvernement de Front populaire. C'est pourquoi nous continuerons de rappeler, avec une insistance volontairement lourde, tous les espoirs fondés sur le programme de ce Front populaire pour rompre avec le passé, abandonner les voies toujours tortueuses de la diplomatie, reviser les traités d'où germent de nouveaux conflits, jeter les bases d'une collaboration internationale réelle. Vous vous récriez à la perspective de « négociation » avec des dictateurs ? Il y aurait bien à dire sur le vrai visage des pays « libres ». Mais surtout, *prenons garde que cet amour pour la liberté des voisins ne nous entraîne petit à petit à laisser mourir la liberté sur notre sol.*

OU NOUS MÈNE LE SURARMEMENT ?

D'autre part, où nous entraîne, sur le terrain même de la gestion intérieure du pays, toute la politique de surarmement ? Elle paralyse d'abord financièrement le gouvernement. Augmentation des crédits budgétaires de Défense nationale, mais aussi nécessité de crédits extra-budgétaires que le Trésor a dû couvrir par des emprunts. Ceci a signifié pour lui la nécessité de « rassurer les possédants », de s'en remettre aux établissements financiers, de lier partie avec les banques, de faire appel enfin à des hommes chargés de défendre les intérêts des trusts. Comment concilier ces nécessités avec les exigences d'une politique économique et sociale, véritablement progressive ? Il a fallu choisir entre la restauration économique véritable et le prolongement de l'effort immense de surarmement.

Cette course aux armements porte en elle deux autres dangers graves. La voie de la militarisation suppose un Etat « fort » selon le sens que le XX^e siècle assignera à ce mot dans l'histoire ; c'est-à-dire un Etat dont les troubles sociaux ne compromettent pas l'autorité, un Etat où les groupements ouvriers se gardent bien d'outrepasser leurs droits, où la « colla-